

**Conférence ministérielle  
Treizième session  
Abou Dhabi, 26 février-2 mars 2024**

**MESURES DE SOUTIEN DANS LE CADRE DE L'OMC POUR UNE TRANSITION  
SANS HEURT DES PAYS SORTANT DE LA CATÉGORIE DES PMA**

DÉCISION MINISTÉRIELLE

*Adoptée le 2 mars 2024*

La Conférence Ministérielle,

*Eu égard* au paragraphe 1 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC),

*Prenant note* des propositions présentées par le Groupe des PMA au Conseil général ([WT/GC/W/807](#), [WT/GC/W/829](#) et [WT/GC/W/807/Rev.2](#)), ainsi que de la forte implication des Membres sur cette question,

*Rappelant* la Décision du Conseil général ([WT/L/1172](#)) adoptée le 23 octobre 2023,

*Rappelant également* le paragraphe 5 du document de la CM12 de l'OMC ([WT/MIN\(22\)/24](#), [WT/L/1135](#)) adopté par les Ministres le 17 juin 2022,

*Décide* ce qui suit:

1. Un Membre sortant de la catégorie des PMA continuera de bénéficier de l'application des Procédures spéciales concernant les pays les moins avancés énoncées à l'article 24 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends pendant une période de trois ans à compter de la date à laquelle la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies relative à la sortie de ce Membre de la catégorie des PMA prend effet.
2. Un Membre sortant de la catégorie des PMA continuera d'être admissible au bénéfice de l'assistance technique et du soutien pour le renforcement des capacités spécifiquement consacrés aux PMA fournis dans le cadre du Plan d'assistance technique et de formation de l'OMC, pendant une période de trois ans à compter de la date à laquelle la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies relative à la sortie de ce Membre de la catégorie des PMA prend effet. La participation des PMA existants sera prioritaire dans les activités menées au titre de ce plan.
3. Le Sous-Comité des PMA, sous la conduite du Conseil général, poursuivra ses travaux sur les dispositions restantes énumérées à l'Annexe 2 du document [WT/GC/W/807/Rev.2](#), y compris l'Annexe VII de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC), qui ne sont pas traitées dans la présente décision ou la Décision du Conseil général [WT/L/1172](#), en vue de formuler des recommandations, le cas échéant, pour décembre 2024.
4. Le Conseil général fera rapport à la quatorzième Conférence ministérielle sur les progrès accomplis.